



vient de paraître

"Il est des pays dans lesquels l'accès aux soins est conçu comme un droit, la santé perçue comme un bien public et le système de santé soumis à des obligations de service public. La Déclaration universelle des droits de l'Homme et la création de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avaient bien pour objectif que ce droit d'être soigné soit universel et que tous les Etats adoptent de tels systèmes de santé. Mais on est loin du compte : une majorité d'habitants de la planète est renvoyée au manque de ressources de son propre pays ou à l'indifférence de ses dirigeants."

Le drame du sida a incontestablement permis de changer les regards. Le mouvement de revendication d'un accès aux médicaments a créé sur le sujet une sorte d'opinion publique mondiale, s'affrontant à l'Organisation mondiale du commerce et l'obligeant à concéder le principe du droit prioritaire à la santé. Face à la logique de profit caricaturale de l'industrie pharmaceutique – véritable cartel à l'échelle mondiale –, un mouvement civique mondial s'est mis à défendre des valeurs d'humanité et de solidarité. Ces dernières sont loin d'être mortes : elles ont construit et peuvent encore construire le meilleur de nos sociétés.

Le présent ouvrage, suscité par l'association Biens publics à l'échelle mondiale (BPEM), coordonné par François-Xavier Verschave et nourri des contributions de nombreux auteurs, suit une approche concrète et pluridisciplinaire : se souvenir de la conquête et de l'institution fécondes, à l'échelle nationale, d'un bien public comme la santé ; observer la nécessité d'un passage au moins partiel à l'échelle mondiale ; identifier les forces qui s'y opposent et en démonter l'idéologie ; repérer le mouvement social émergent qui veut l'universalité du bien public.

Car ce qui s'est joué pour la santé peut être reproduit avec l'éducation, la sécurité alimentaire, l'environnement ou encore les télécommunications : la problématique des biens publics induit la constitution de coalitions à l'échelle mondiale, entre citoyens d'une même Terre incitant nos gouvernements à aller vers de nouvelles formes de légitimité internationale.

coordonné par François-Xavier Verschave

Contributions de :

Patrick Alloux, Elisabeth Chamorand,
Peter Dwyer, Dominique Gentil,
Raoul-Marc Jennar, Gaëlle Krikorian,
François Lille, Georges Menahem,
François Merckaert, Philippe Pignarre,
Éloan Pinheiro, Philippe Rivière,
Réda Sadki, François Teyssier,
François Veillerette, Germán Velasquez,
Laurent Ziegelmeier



Biens
Publics
à l'Échelle
Mondiale

service de presse à demander à :

Benoît Verdeaux
Editions Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tel/fax 01 48 06 48 86
diffusion@fph.fr